Comité pour l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes

Soixante-treizième session

1er-19 juillet 2019

Point 4 de l’ordre du jour provisoire

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l’article 18 de la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes

 Liste de points et de questions concernant le huitième rapport périodique de la République démocratique du Congo

 Additif

 \* La version originale du présent document n’a pas été revue par les services d’édition.

 Réponses de la République démocratique du Congo à la liste de points et de questions\*

[Date de réception : 15 mai 2019]

 Dispositif réglementaire

 Paragraphe 1 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
En quoi consistent les mesures prises par l’État pour diffuser et appliquer pleinement le Code de la famille et les autres lois ; décrire les structures permettant l’application de la loi sur la parité ; indiquer quand l’État partie prévoit de mettre en place et de rendre opérationnels le Comité interministériel et le Conseil National du Genre et de la Parité, prévus par la loi sur la parité.

1. Le Gouvernement à travers le Ministère sectoriel tel Genre, justice a procédé à la vulgarisation de la loi auprès des agents et cadre administratif, la magistrature, le barreau ainsi que la Société civile, le secteur privé et les opérateurs économiques, en vue de connaître la quintessence de la loi. Cette vulgarisation s’est organisée à Kinshasa aussi à travers quelques provinces dans des milieux ruraux notamment en Ituri et au Nord-Kivu. En vue de matérialiser cette loi, les mesures d’application ont été élaborées et soumises à la signature des différentes autorités notamment les Ministres, les Gouverneurs, le Procureur, les Tribunaux pour enfants.
2. La stratégie nationale de vulgarisation s’est appuyée sur : le support de communication tel que le guide pratique, le dépliant illustré, la traduction en 4 langues nationales et la formation des formateurs et des vulgarisateurs pour des milieux reculés.
3. Un projet de décret est soumis à la signature du Premier Ministre pour la mise en place des structures de suivi de l’application de la loi sur la parité.
4. Tous les secteurs concernés pour l’application de la loi sur la parité sont censés mettre en œuvre ladite loi.

 Mécanisme national de promotion de la femme

 Paragraphe 2 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Décrire les mesures prises pour mettre en œuvre la politique nationale pour l’égalité des sexes et son plan d’action, ainsi que le plan d’action visant à lutter contre la violence sexuelle et d’autres formes de violence fondée sur le genre, y compris les budgets et fonds publics alloués à cette fin ; fournir des précisions sur les budgets et les fonds publics accordés au Ministère du genre, de la famille et de l’enfant et aux agences nationales de promotion des droits des femmes qui relèvent de celui-ci, notamment l’Agence nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et le Fonds national de promotion de la femme et de protection de l’enfant ; décrire les résultats concrets des campagnes publiques contre la violence à l’égard des femmes et la traite des femmes et des filles, notamment celles qui ont été menées grâce à la nomination du Conseiller spécial du Président en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d’enfants ; indiquer s’il existe une institution nationale de défense des droits de l’homme et détailler les types de services de protection des droits de l’homme accessibles aux citoyens, y compris aux femmes.

1. La création des cellules genre dans chaque Ministère sectoriel constitué d’au moins 4 experts dont des hommes et des femmes de manière paritaire. Le travail de ces cellules est d’intégrer le genre dans chaque secteur, au niveau du cabinet politique, il y a existence d’un Conseiller genre.
2. Les partenaires techniques et financiers notamment ONUFEMME, MONUSCO, PNUD, UE, UA appuient tous les Ministères sectoriels tant dans l’élaboration des rapports, l’organisation de formation pour chaque secteur : genre, santé, environnement, etc.
3. La stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre assortie d’un plan d’action de mise en œuvre est en révisitation pour améliorer la prise en charge holistiques des survivants afin d’intégrer l’approche humanitaire dans le nouvel cadre stratégique de la lutte contre les violences basées sur le genre actualisées.
4. Une ligne budgétaire est inscrite au niveau du Ministère de la Justice pour la réparation des victimes. Le Gouvernement bénéficie aussi d’un Basket Fond des humanitaires et des Agences du système des Nations Unies pour la prise en charge holistique des survivantes victimes des violences basées sur le genre.
5. En RDC, la Loi organique no 13/011 du 21 mars 2013 créant la CNDH a notamment dans ses attributions :

 • Enquêter sur tous les cas de violations des droits de l’Homme ;

 • Orienter les plaignants et victimes et les aider à ester en justice sur toutes les violations avérées des droits de l’Homme ;

 • Procéder à des visites périodiques des centres pénitentiaires et de détention sur toute l’étendue de la RDC ;

 • Veiller au respect de droits de la femme et de l’enfant ;

 • Veiller au respect des droits des personnes avec handicap ;

 • Veiller au respect des droits des personnes du troisième âge, des personnes victimes des calamités de tout genre et des autres groupes vulnérables.

 Les femmes et la paix et la sécurité

 Paragraphe 3 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Fournir des informations sur le budget alloué à la mise en œuvre du Plan d’action national deuxième génération pour l’application de la résolution [1325 (2000)](https://undocs.org/fr/S/RES/1325%20%282000%29) du Conseil de sécurité, ainsi que sur la participation des femmes à la prise de décisions et aux processus de consolidation de la paix et leur représentation accrue dans les institutions et dispositifs de prévention, de gestion et de règlement des conflits, notamment dans le cadre de la gestion des crises humanitaires et des interventions menées en réponse à celles-ci ; indiquer comment l’État partie entend appuyer les programmes axés sur les femmes et la paix et la sécurité visant à renforcer les capacités des femmes et des organisations de femmes et à garantir la pleine participation des femmes aux processus de paix, aux dispositifs de coordination, aux consultations de la société civile et au suivi et à l’évaluation des accords de paix.

1. Le Budget prévisionnel du Plan est en cours d’élaboration ; il nécessite une mobilisation conséquente des ressources financières de la part du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers.
2. Ce Plan d’action vise à augmenter à 20 % la représentation de la femme dans les institutions et dispositifs locaux, provinciaux, nationaux et internationaux de gestion et de règlement des conflits.
3. Des sessions de renforcement des capacités des femmes sur les techniques d’alerte précoce et la résolution pacifique des conflits sont régulièrement organisées, à l’instar de celles tenues en octobre et novembre 2018 sur le processus électoral. Dans le même souci, la Plan d’action prévoit la formation sur cette thématique dans les 26 provinces du Pays

 Paragraphe 4 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Détailler les mesures qui ont été prises pour veiller à ce que les organisations de femmes prennent part à la mise en œuvre de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région ; fournir des informations sur les résultats de la création, en 2014, de la Plateforme des femmes pour la mise en œuvre de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

 La Plateforme des femmes pour la mise en œuvre de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération est fonctionnelle et tient ses réunions régulièrement, dont la 10ème session vient de se tenir le 13 février 2019 à Nairobi. Dans ce cadre, un fonds a été créé pour accompagner les femmes victimes des conflits, mais celui-ci nécessite d’être renforcé.

 Accès à la justice

 Paragraphe 5 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Expliquer dans quelle mesure la réforme du système judiciaire contribue à garantir aux femmes un accès sans restriction à des recours judiciaires et à d’autres réparations dans tous les domaines du droit, et à prévenir l’impunité, conformément à la recommandation générale no 33 (2015) sur l’accès des femmes à la justice du Comité.

1. L’axe 1 de la Politique nationale de réforme de la justice (Garantir l’accès au droit et à une justice de qualité pour tous) concerne également la femme. Il retient 3 indicateurs clés à savoir : le taux de perception sur l’accès à la justice des enfants et des adultes ; le nombre de justiciables pris en charge par le fond d’aide juridique dès sa création ; le taux de confiance de la population sur les structures d’accès au droit.
2. Il prévoit ainsi notamment l’aide judiciaire pour les plus démunis et les personnes en situation de vulnérabilité ; le soutien de l’Etat aux cliniques juridiques et aux mécanismes alternatifs de règlement des conflits ; le renforcement de la justice de proximité.

 Paragraphe 6 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Préciser les mesures prises par l’État partie pour faire en sorte que les victimes aient pleinement accès à des mécanismes judiciaires, à des réparations et à des dédommagements, y compris une protection pour les victimes et les témoins, un appui financier pour les poursuites, des connaissances juridiques au sujet des droits des victimes, et la proximité physique des tribunaux et des bureaux des procureurs ; décrire les mécanismes mis en place pour faire en sorte que les citoyens aient accès à l’information et que des données fiables soient disponibles aux fins de la sensibilisation du public.

1. Le fonds de réparation est inscrit au budget du Ministère de la Justice en rapport avec tous les dommages causés par les préposés de l’Etat. Cependant, les priorités du Pays ne permettent pas toujours de prendre en charge les victimes.

 Mesures temporaires spéciales

 Paragraphe 7 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Présenter les résultats des initiatives menées en vue de parvenir plus rapidement à une égalité réelle entre les femmes et les hommes ; fournir des informations sur les mesures temporaires spéciales prises pour accélérer les efforts visant à assurer la participation des femmes et des hommes, sur un pied d’égalité, à la vie politique et publique et dans d’autres secteurs.

1. L’atteinte de l’égalité réelle entre les hommes et les femmes reste un défi. Toutefois, dans le domaine politique, le Gouvernement, en collaboration avec l’appui ONUFEMMES a appuyé financièrement et matériellement les femmes candidates pour mener leurs campagnes électorales.

 Stéréotypes de genre et pratiques néfastes discriminatoires

 Paragraphe 8 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Fournir des informations sur les principales conclusions des études sur les causes profondes des préjugés et des stéréotypes, les mesures prises pour prévenir et éliminer les préjugés et les stéréotypes, les parties prenantes et les résultats obtenus ; fournir des informations sur les résultats obtenus grâce aux stratégies de lutte contre les stéréotypes dans le secteur de l’éducation, ainsi que sur les actions entreprises pour éliminer les pratiques néfastes, telles que les mutilations génitales féminines, le mariage d’enfants et le lévirat, dans toutes les régions de l’État partie.

1. Ces études ont préconisé les actions telles que la sensibilisation sur les stéréotypes, la vulgarisation des lois ; la révision des lois discriminatoires à l’égard des femmes.
2. C’est dans cette optique que toutes les dispositions discriminatoires ont été supprimées dans le code de la famille révisé en 2016.
3. Les pratiques néfastes sont en recul, à la suite des sensibilisations.

 Violences à l’égard des femmes

 Paragraphe 9 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Détailler les mesures techniques et financières prévues pour garantir la mise en œuvre efficace de la loi de 2006 sur la violence sexuelle, de la stratégie nationale de lutte contre la violence sexiste de 2009 et de la politique de tolérance zéro ; indiquer le nombre de cas de violences faites aux femmes enregistrés et ayant donné lieu à des poursuites, ainsi que le nombre de femmes ayant reçu une indemnisation ; indiquer en quoi consistent les mesures prises actuellement pour poursuivre les auteurs de violence fondée sur le genre, en particulier dans le secteur de la sécurité, pour donner suite aux décisions des tribunaux et pour permettre aux parties civiles sans ressources de bénéficier d’une représentation juridique gratuite.

1. Le programme de coopération 2015-2018 du Gouvernement, appuyé par l’Union européenne et la Coopération canadienne a mobilisé le fond pour la prise en compte des victimes et survivantes des violences sexuelles enregistrés et des cas rapportés.
2. Le tableau ci-dessous illustre quelques cas des faits enregistrés en rapport avec les violences faites aux femmes de 2014-2017.

 Nombre des survivantes des violences sexuelles basées sur le genre

|  | *Période* |
| --- | --- |
| *Indicateurs : Nombre de survivant(e)s vivant avec/dans* | *2014* | *2015* | *2016* |
|  |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 21 964 | 26 737 | 22 075 |
| Nombre des Cas incidents  | 11 610 | 19 456 | 13 967 |
| *Sexe des survivantes* |  |  |  |
| Nombre d’hommes | 364 | 681 | 506 |
| Nombre de femmes | 18 526 | 21 375 | 21 010 |
| *Volets d’intervention* |  |  |  |
| Prise en Charge médicale  | 8 038 | 14 492 | 12 026 |
| Accompagnement Psychosocial | 10 907 | 11 361 | 9 145 |
| Assistance Juridique/Judiciaire | 3 833 | 3 239 | 1 767 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | 430 | 1 683 | 1 363 |
| *Sud Kivu* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 4 755 | 4 821 | 2 665 |
| Nombre des Cas incidents  | 883 | 2 628 | 1 702 |
| Prise en Charge médicale  | 1 722 | 3 851 | 1 210 |
| Accompagnement Psychosocial  | 3 483 | 2 943 | 1 797 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | 370 | 360 | 53 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | 28 | 14 | 79 |
| *Province Orientale* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 3 126 | 3 575 | 3 586 |
| Nombre des Cas incidents  | 721 | 1 869 | 1 506 |
| Prise en Charge médicale  | 1 484 | 2 483 | 2 363 |
| Accompagnement Psychosocial  | 868 | 1 171 | 1 542 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | 85 | 325 | 112 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | 74 | 282 | 47 |
| *Nord Kivu* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 3 620 | 6 691 | 5 850 |
| Nombre des Cas incidents  | 2 100 | 4 498 | 3 405 |
| Prise en Charge médicale  | 1 126 | 4 779 | 5 223 |
| Accompagnement Psychosocial  | 1 984 | 4 186 | 3 149 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | 1 029 | 400 | 636 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | 162 | 658 | 229 |
| *Maniema* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | – | – | 2 585 |
| Nombre des Cas incidents  | – | – | 2 564 |
| Prise en Charge médicale  | – | – | 313 |
| Accompagnement Psychosocial  | – | – | 324 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | – | – | 4 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | – | – | 695 |
| *Kinshasa* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 1 112 | 853 | 1 433 |
| Nombre des Cas incidents  | 517 | 491 | 444 |
| Prise en Charge médicale  | 869 | 563 | 1 002 |
| Accompagnement Psychosocial  | 547 | 544 | 814 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | 72 | 121 | 77 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | 1 | 5 | 8 |
| *Katanga* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 2 795 | 2 059 | 1 714 |
| Nombre des Cas incidents  | 2 406 | 1 726 | 922 |
| Prise en Charge médicale  | 473 | 1 087 | 616 |
| Accompagnement Psychosocial  | 914 | 591 | 442 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | 612 | 67 | 694 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | 46 | 72 | 63 |
| *Kasaï Oriental* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | – | – | 26 |
| Nombre des Cas incidents  | – | – | 26 |
| Prise en Charge médicale  | – | – | 13 |
| Accompagnement Psychosocial  | – | – | 10 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | – | – | 3 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | – | – | 0 |
| *Kasaï Occidental* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | – | – | 188 |
| Nombre des Cas incidents  | – | – | 188 |
| Prise en Charge médicale  | – | – | 125 |
| Accompagnement Psychosocial  | – | – | 93 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | – | – | 99 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | – | – | 0 |
| *Equateur* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 3 679 | 16 | – |
| Nombre des Cas incidents  | 3 362 | 10 | – |
| Prise en Charge médicale  | 1 748 | 10 | – |
| Accompagnement Psychosocial  | 1 729 | 6 | – |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | 1 390 | 0 | – |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | 87 | 0 | – |
| *Bas-Congo* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 1 014 | 4 110 | 3 878 |
| Nombre des Cas incidents  | 1 011 | 4 109 | 3 063 |
| Prise en Charge médicale  | 108 | 1 182 | 1 158 |
| Accompagnement Psychosocial  | 84 | 923 | 828 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | 64 | 964 | 86 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | 4 | 92 | 242 |
| *Bandundu* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 490 | 450 | 150 |
| Nombre des Cas incidents  | 279 | 264 | 147 |
| Prise en Charge médicale  | 125 | 55 | 3 |
| Accompagnement Psychosocial  | 378 | 420 | 146 |
| Assistance Juridique/Judiciaire  | 89 | 41 | 3 |
| Réinsertion Socio-Economique/Scolaire  | 27 | 0 | 0 |
| *Sexe des survivantes* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés | 21 964 | 26 737 | 21 563 |
| Nombre d’hommes | 364 | 681 | 506 |
| Nombre de femmes | 18 526 | 21 375 | 21 010 |
| *Age des survivant(e)s* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 21 964 | 26 737 | 21 563 |
| Age Moyen | 16 | 21 | 19 |
| Age Maximum  | 92 | 90 | 86 |
| Age Minimum  | 0 | 0 | 0 |
| Age de Moins de 12  | 1 622 | 1 698 | 1 686 |
| Entre 12 et 17 ans | 6 056 | 11 116 | 9 585 |
| Entre 18 et 25 ans  | 4 347 | 6 687 | 4 612 |
| Entre 26 et 39 ans  | 2 917 | 3 482 | 3 463 |
| Entre 40 et 59 ans  | 1 610 | 2 121 | 1 402 |
| 60 ans et plus  | 478 | 662 | 423 |
| Age inconnu  | 1 057 | 167 | 208 |
| *Etat matrimonial des survivant(e)s* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 21 964 | 26 737 | 21 563 |
| Célibataires | 10 266 | 11 942 | 9 870 |
| Mariée ou en Union  | 5 387 | 5 164 | 3 288 |
| Divorcée  | 1 724 | 1 792 | 1 407 |
| Veufs/Veuves  | 1 140 | 1 812 | 994 |
| *Statut des survivant(e)s* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 21 964 | 26 737 | 21 563 |
| Résident(e)s | 9 024 | 14 022 | 12 967 |
| Déplacées internes  | 4 241 | 2 661 | 1 746 |
| Refugiées/Demandeurs d’asile  | 498 | 391 | 220 |
| Autres statut | 348 | 420 | 399 |
| *Situation d’accompagnement* |  |  |  |
| Survivant(e)s accompagné(e)s  | 1 783 | 5 766 | 6 265 |
| Survivant(e)s non-accompagné(e)s  | 917 | 2 013 | 1 277 |
| Survivant(e)s seul(e)s  | 1 037 | 500 | 226 |
| *Nombre de survivant(e)s vivant avec/dans* |  |  |  |
| Survivant(e)s avec parents  | 1 738 | 3 765 | 3 411 |
| Survivant(e)s avec membre de famille  | 652 | 2 131 | 2 084 |
| Survivant(e)s avec copin(e)s  | 61 | 209 | 117 |
| Survivant(e)s avec ami(e)s  | 18 | 172 | 37 |
| Survivant(e)s avec famille d’accompagnement  | 67 | 305 | 69 |
| *Type de contrainte au moment de l’incident* |  |  |  |
| Contrainte d’une arme | 2 213 | 1 643 | 2 024 |
| Menaces Physiques | 3 411 | 5 054 | 5 065 |
| Alcool/Drogue à la survivante  | 213 | 425 | 363 |
| Alcool/Drogue pris par l’auteur  | 267 | 857 | 632 |
| Contrainte Financière | 387 | 1 866 | 1 539 |
| Contrainte Familiale | 321 | 511 | 481 |
| Autre Type de contrainte  | 691 | 1 075 | 1 675 |
| *Occupation principale des survivant(e)s* |  |  |  |
| Nombre de Cas rapportés  | 21 964 | 26 737 | 21 563 |
| Métier de l’agriculture | 2 726 | 4 229 | 3 151 |
| Artisanat | 138 | 799 | 279 |
| Fonction Publique  | 60 | 208 | 736 |
| Sans Emploi  | 1 774 | 3 091 | 1 985 |
| Commerce | 644 | 1 473 | 505 |
| Emploi salarie | 143 | 199 | 158 |
| Etudiant/Elève  | 2 977 | 6 360 | 6 782 |
| Autre emploi  | 247 | 1 260 | 1 274 |
| *Moment de perpétration de l’incident* |  |  |  |
| Entre 6 et 12 heures | 2 180 | 3 622 | 3 188 |
| Entre 13 et 18 heures | 3 540 | 4 715 | 4 915 |
| Entre 19 et 5 heures | 2 969 | 5 340 | 4 515 |
| Moment inconnu  | 1 913 | 2 943 | 1 680 |
| *Localisation de l’incident* |  |  |  |
| Brousse | 2 321 | 2 946 | 444 |
| Chemin de l’école | 248 | 1 490 | 34 |
| Au champ | 1 771 | 2 442 | 373 |
| Lieu Etude | 21 | 536 | 18 |
| Cours d’eau/Rivière | 227 | 1 078 | 53 |
| Lieu de travail | 103 | 793 | 67 |
| Chez la survivante | 1 577 | 2 223 | 1 467 |
| Chez l’auteur | 1 883 | 2 614 | 1 214 |
| Sur la route | 839 | 1 726 | 393 |
| Autres endroits | 1 192 | 2 330 | 388 |
| *Sexe des survivantes* |  |  |  |
| Auteurs Hommes  | 14 933 | 18 559 | 14 933 |
| Auteurs Femmes  | 234 | 57 | 234 |
| *Nombre de présumés auteurs impliqués* |  |  |  |
| 1 seul Auteur | 4 762 | 9 690 | 7 845 |
| 2 à 3 Auteurs | 1 832 | 2 077 | 2 428 |
| 4 à 5 Auteurs | 239 | 1 175 | 494 |
| Plus de 6 Auteurs | 108 | 119 | 93 |
| *Age des auteurs présumés* |  |  |  |
| Age de Moins de 12  | 179 | 179 | 126 |
| Entre 12 et 17 ans | 2 591 | 2 591 | 963 |
| Entre 18 et 25 ans  | 2 984 | 2 984 | 3 487 |
| Entre 26 et 39 ans  | 3 337 | 3 337 | 3 614 |
| Entre 40 et 59 ans  | 1 228 | 1 228 | 1 120 |
| 60 ans et plus  | 94 | 94 | 96 |
| Age inconnu  | 143 | 143 | 2 762 |
| *Profils des présumés auteurs* |  |  |  |
| Civils | 14 676 | 16 492 | 15 253 |
| Policiers | 262 | 1 093 | 441 |
| Militaires | 1 558 | 1 079 | 831 |
| Milices/Groupes Armés | 3 936 | 2 681 | 1 912 |
| *Relation auteur présumé et survivant(e)* |  |  |  |
| Partenaires Intimes | 422 | 1 378 | 1 366 |
| Membres de la famille  | 575 | 1 847 | 1 544 |
| Autorités hiérarchiques | 28 | 515 | 168 |
| Camarades de classe | 340 | 1 657 | 607 |
| Enseignants/professeurs | 161 | 534 | 352 |
| Responsables d’une structure | 57 | 348 | 218 |
| Inconnus | 7 195 | 7 003 | 3 703 |
| Voisins | 990 | 1 345 | 2 135 |
| Membres connus de la communauté | 1 560 | 2 499 | 2 392 |
| Autres Relations | 705 | 2 783 | 2 010 |
| *Volets d’intervention des structures d’offre des services aux survivant(e)s* |  |  |  |
| Prise en charge Médicale | 8 038 | 14 492 | 12 026 |
| Prise en charge Psychosociale  | 10 907 | 11 362 | 9 145 |
| Accompagnement Juridique et judiciaire | 3 833 | 3 239 | 1 767 |
| Réinsertion Socio-Economique | 430 | 1 683 | 1 363 |

 Informations sur le viol

|  | *2014* | *2015* | *2016* |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| *Volets d’intervention des structures d’offre des services aux survivant(e)s* |
| Nombre de cas Rapportés dans la prise en charge médicale  | 8 038 | 14 492 | 12 026 |
| Nombre de cas incidents dans la prise en charge médicale  | 10 907 | 11 362 | 9 145 |
| Nombre des viols confirmé  | 3 833 | 3 239 | 1 767 |
| Nombre de cas reçus dans les 72 heures  | 430 | 1 683 | 1 363 |
| *Parmi ceux reçus dans les 72 heures, nombre de ceux qui ont reçu les PEP-KITs* |
| kits pep complets  | – | 1 | 46 |
| kits pep incomplets  | – | 0 | 5 |
| vaccins contre l’hépatite B  | – | 1 | 0 |
| autre type de traitement  | – | 0 | 113 |
| *Nombre de survivant(e)s qui n’ont pas reçu de kit pep pour raison* |
| d’indisponibilité de PEP KIT  | – | 0 | 0 |
| de refus de la survivant(e)  | – | 0 | 0 |
| de refus du prestataire  | – | 0 | 0 |
| de refus de la famille  | – | 0 | 0 |
| Nombre présentant des lésions sévères  | – | 1 | 46 |
| autre raison  | – | 0 | 0 |
| *Nombre de survivant(e)s qui ont bénéficié de (d’)* |  |  |  |
| accueil  | – | 2 | 0 |
| interrogatoire et récit des faits  | – | 0 | 161 |
| examens médicaux  | – | 0 | 162 |
| traitement des IST  | – | 1 | 155 |
| prévention de la grossesse  | – | 0 | 0 |
| Prévention du VIH  | – | 0 | 0 |
| prévention des IST  | – | 0 | 0 |
| traitement des blessures  | – | 0 | 6 |
| prophylaxie tétanos  | – | 1 | 53 |
| réparation des fistules  | – | 1 | 1 |
| autres traitements  | – | 0 | 0 |

 Prise en charges psychosociales

|  | *2014* | *2015* | *2016* |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| *Nombre de survivant(e)s pour lesquels(le)s les réactions émotionnelles manifesté(e)s sont* |
| La tristesse  | – | 863 | 152 |
| La colère  | – | 179 | 18 |
| La honte  | – | 244 | 79 |
| La peur  | – | 218 | 48 |
| Le refus de parler  | – | 54 | 3 |
| D’autres réactions  | – | 16 | 76 |
| *Nombre de survivant(e) pour lesquel(le)s les activités ont été* |
| Arrêtées totalement  |  | 589 | 109 |
| N’ont pas été arrêtées  |  | 169 | 149 |
| Arrêtées partiellement  |  | 357 | 85 |
| *Nombre de survivant(e)s pour lesquel(le)s le type d’accompagnement psychosocial est* |
| La médiation familiale  |  | 152 |  |
| La participation dans les groupes de soutien  |  | 718 |  |
| La médiation sociale  |  | 295 |  |
| Autre type de soutien  |  | 84 |  |
| L’écoute active  |  | 858 |  |
| *Nombre de survivant(e)s pris(e)s en charge par* |  |  |  |
| Des assistants psychosociaux  | – | 5 | 152 |
| Des infirmiers  | – | 2 | 718 |
| Des mamans ONGs locales  | – | 119 | 295 |
| Des médecins  | – | 18 | 84 |
| Des autorités religieuses/des pasteurs  | – | 3 | 858 |
| Autre type de personnel  | – | 37 | 152 |
| *Nombre de survivant(e)s qui ont reçu un rendez-vous de suivi* |
| Le service a été déjà reçu  |  | 2 |  |
| Autre raison  |  | 2 |  |
| Le service est non applicable  |  | 2 |  |
| Présent  |  | 161 |  |
| Le service a été refusé par les survivant(e)s  |  | 2 |  |
| Nombre des survivant(e)s qui ont abandonné le traitement |  | 18 |  |
| le service a été déjà reçu  |  | 2 |  |
| le service est non applicable  |  | 2 |  |
| le service a été refusé par les survivant(e)s  |  | 2 |  |
| le service est non disponible  |  | 2 |  |
| autre raison  |  | 2 |  |

*Source*: Base des données du Ministère du genre, enfant et Famille 2016.

 Paragraphe 10 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Décrire les stratégies à long terme prévues par l’État partie pour combattre la violence familiale à l’égard des femmes et l’impunité dont jouissent les auteurs de ces actes ; indiquer, par exemple, s’il envisage d’adopter des lois spécifiques pénalisant explicitement la violence familiale et érigeant le viol conjugal en infraction pénale à part entière pour garantir l’efficacité des efforts de réparation ; fournir des statistiques sur le nombre de plaintes déposées et de poursuites engagées pour violence familiale sur la base des dispositions législatives du Code pénal et de la loi sur la répression de la violence sexuelle (Loi no 06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Code pénal) ; indiquer toute mesure prise par l’État partie pour faire en sorte que les femmes victimes de violence familiale bénéficient des soins nécessaires, comme la création de refuges et la fourniture de services d’appui socio-psychologique et de réadaptation ; détailler les actions entreprises, conformément à la Convention, pour éduquer et informer le public, notamment les chefs traditionnels, les enseignants, les juges, les forces de défense et de maintien de l’ordre, les personnalités politiques et, en particulier, les garçons et les hommes, au sujet de la portée sociale et des conséquences de la violence familiale, afin d’en faire une violation inacceptable des droits de l’homme.

1. Les violences familiales demeurent à ce jour le chiffre noir des violences à l’égard des femmes, dans la mesure où elles ne sont quasiment pas portées devant les instances judiciaires. Le viol conjugal encore moins car le concept même n’est pas usité, la norme socialement admise étant que l’homme dispose du corps de sa femme chaque fois qu’il en a besoin.
2. Dans ce contexte, la sensibilisation contre les violences familiales est la stratégie à promouvoir pour conduire au changement d’attitude, avant d’envisager toute mesure législative.

 Violence à l’égard des femmes dans les situations de conflit

 Paragraphe 11 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Indiquer les budgets alloués aux plans d’action contre les violences sexuelles commises par les forces armées et la police nationale, ainsi que les mécanismes de suivi de leur mise en œuvre ; fournir des informations sur les systèmes mis en place pour suivre les progrès accomplis dans la lutte contre l’impunité pour les actes de violence sexuelle perpétrés par des membres des forces armées et de la police nationale ; préciser le nombre de jugements rendus par des tribunaux octroyant des réparations ou des indemnisations n’ayant pas encore été versées aux femmes et aux filles victimes de crimes commis par des agents étatiques et non étatiques, et indiquer les mesures prévues par le Gouvernement pour payer les éventuels jugements en suspens et supprimer les obstacles qui empêchent les femmes et les filles de jouir de leur droit à réparation.

1. Il n’y a pas de budget spécifique prévu pour les victimes des violences sexuelles émanant des membres des forces armées et de la Police, mais les fonds prévus concernent toutes les condamnations de l’Etat congolais, pour tout préjudice causé par ses préposés.
2. Les points focaux genres au sein du Ministère de la Défense sont également chargés de poursuivre le progrès dans la lutte contre les violences sexuelles. Au niveau de la Police Nationale Congolaise, c’est le département de protection de l’enfant et de prévention des violences sexuelles (PPVS) qui en est chargé, conformément au Décret No13/017 du 06 juin 2013 déterminant l’organisation et fonctionnement du Commissariat Général de la PNC. En effet, l’article 14 alinéa 2 point 3 de ce décret dispose que ce Département a pour mission de proposer et assurer le suivi des mesures relatives à la lutte contre les violences sexuelles et la protection de l’enfant.
3. Il convient de noter également qu’une déclaration d’engagement solennel des Forces armées de la République Démocratique du Congo à lutter contre les violences sexuelles a été signée devant la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en charge de la lutte contre les violences sexuelles en zone de conflits.
4. La quasi-totalité des jugements rendus ont prononcés des condamnations aux dommages intérêts en faveur des victimes qui n’ont pas encore été payé. à l’exemple de ceux recensés sous le paragraphe 116 du huitième rapport périodique.

Statistiques des activités des juridictions civiles et militaires sur les viols de 2014-2015 en RDC

|  |  | *Affaires enrôlées* |  | *Affaires en cours* |  | *Nombre de condamnés* |  | *Nombre d’acquittés* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Provinces* | *Juridictions* | *2014* | *2015* | *Total* | *2014* | *2015* | *Total* | *2014* | *2015* | *Total* | *2014* | *2015* | *Total* |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Maniema | Civiles | 133 | 78 | 211 | 97 | 70 | 167 | 17 | 4 | 21 | 18 | 5 | 23 |
|  | Militaires | 13 | 10 | 23 | 2 | 3 | 5 | 6 | 7 | 13 | 3 | 0 | 3 |
|  **Total** |  | **146** | **88** | **234** | **99** | **73** | **172** | **23** | **11** | **34** | **21** | **5** | **26** |
| Sud Kivu | Civiles | 86 | 118 | 204 | 56 | 112 | 168 | 20 | 4 | 24 | 16 | 2 | 18 |
|  | Militaires | 31 | 15 | 46 | 20 | 6 | 26 | 5 | 7 | 12 | 6 | 0 | 6 |
|  **Total** |  | **117** | **133** | **250** | **76** | **118** | **194** | **25** | **11** | **36** | **22** | **2** | **24** |
| Nord Kivu | Civiles | 239 | 177 | 416 | 30 | 72 | 102 | 209 | 105 | 314 | 0 | 0 | 0 |
|  | Militaires | 90 | 28 | 118 | 3 | 12 | 15 | 68 | 22 | 90 | 9 | 4 | 13 |
|  **Total**  |  | **329** | **205** | **534** | **33** | **84** | **117** | **277** | **127** | **404** | **9** | **4** | **13** |
| Katanga | Civiles | 312 | 205 | 517 | 119 | 41 | 160 | 191 | 62 | 253 | 93 | 11 | 104 |
|  | Militaires | 27 | 4 | 31 | 21 | 4 | 25 | 6 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 |
|  **Total**  |  | **339** | **209** | **548** | **140** | **45** | **185** | **197** | **62** | **259** | **93** | **11** | **104** |
| Kasaï Occ | Civiles | 103 | 76 | 179 | 47 | 69 | 116 | 23 | 4 | 27 | 33 | 3 | 36 |
|  | Militaires | 3 | 8 | 11 | 0 | 3 | 3 | 2 | 2 | 4 | 1 | 3 | 4 |
|  **Total** |  | **106** | **84** | **190** | **47** | **72** | **119** | **25** | **6** | **31** | **34** | **6** | **40** |
| Kasaï Or | Civiles | 136 | 136 | 275 | 36 | 69 | 105 | 80 | 44 | 124 | 23 | 23 | 46 |
|  | Militaires | 9 | 8 | 17 | 1 | 4 | 5 | 7 | 1 | 8 | 0 | 1 | 1 |
|  **Total**  |  | **148** | **144** | **292** | **37** | **73** | **110** | **87** | **45** | **132** | **23** | **24** | **47** |
| Bas-Congo | Civiles | 419 | 338 | 757 | 112 | 160 | 272 | 256 | 144 | 400 | 51 | 33 | 84 |
|  | Militaires | 31 | 17 | 48 | 2 | 4 | 6 | 23 | 9 | 32 | 3 | 3 | 6 |
|  **Total** |  | **450** | **355** | **805** | **114** | **164** | **278** | **279** | **153** | **432** | **54** | **36** | **90** |
| Bandundu  | Civiles | 119 | 102 | 221 | 57 | 77 | 134 | 73 | 40 | 113 | 20 | 17 | 37 |
|  | Militaires | 6 | 7 | 13 | 1 | 1 | 2 | 2 | 3 | 5 | 3 | 3 | 6 |
|  **Total**  |  | **125** | **109** | **234** | **58** | **78** | **136** | **75** | **43** | **118** | **23** | **20** | **43** |
| Kinshasa  | Civiles | 932 | 747 | 1 679 | 279 | 435 | 714 | 425 | 201 | 626 | 224 | 102 | 326 |
|  | Militaires | 56 | 57 | 113 | 20 | 48 | 68 | 18 | 3 | 21 | 18 | 7 | 25 |
|  **Total** |  | **988** | **804** | **1 792** | **299** | **483** | **782** | **443** | **204** | **647** | **242** | **109** | **351** |
| Prov. Orient : Bunia | Civiles | 207 | 177 | 384 | 64 | 112 | 176 | 76 | 46 | 122 | 63 | 16 | 79 |
|  | Militaires | 18 | 22 | 40 | 0 | 1 | 1 | 13 | 14 | 27 | 5 | 7 | 12 |
|  **Total**  |  | **225** | **199** | **424** | **64** | **113** | **177** | **89** | **60** | **149** | **68** | **23** | **91** |
| Equateur  | Civiles | 76 | 65 | 141 | 19 | 10 | 29 | 14 | 5 | 19 | 7 | 10 | 17 |
|  | Militaires | 12 | 19 | 31 | 32 | 8 | 11 | 5 | 6 | 11 | 4 | 9 | 13 |
|  **Total** |  | **88** | **84** | **172** | **22** | **18** | **40** | **19** | **11** | **30** | **11** | **19** | **30** |
|  **Total General** |  | **3 061** | **2 414** | **5 475** | **989** | **1 321** | **2 310** | **1 539** | **733** | **2 272** | **600** | **259** | **859** |

*Source*: Cabinet de la Représentante personnel du Chef de l’Etat en matière des violences sexuelles et recrutement d’enfants[[1]](#footnote-1).

 Paragraphe 12 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Fournir des informations à jour sur les mesures prises en faveur de la protection des victimes et des témoins de violence sexuelle, en particulier les mesures législatives visant à garantir la protection formelle des défenseuses des droits de la personne et à permettre aux femmes et aux filles de témoigner auprès des autorités nationales en toute sécurité dans le cadre d’affaires pénales ; décrire les garanties de protection éventuelles ; détailler les mesures prévues pour faire en sorte que les victimes de violence sexuelle vivant en dehors des grandes villes bénéficient de services d’assistance rapides et sûrs, notamment pour ce qui concerne les soins médicaux et les moyens de subsistance ; expliquer comment l’État partie veillera à ce que la prévention de la violence sexuelle soit une priorité dans la prochaine stratégie nationale sur la violence fondée sur le genre et dans la version révisée des plans d’action nationaux pour l’application de la résolution [1325 (2000)](https://undocs.org/fr/S/RES/1325%20%282000%29) du Conseil de sécurité.

1. Comme il a été dit au paragraphe 65 du 8e rapport, Il n’y a pas encore d’évolution significative dans la thématique de la protection des victimes et des témoins des violences sexuelles.
2. S’agissant en particulier des Défenseurs des droits de l’homme, la proposition de loi relative à leur protection est encore au Parlement.

 Paragraphe 13 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Fournir des informations sur les efforts déployés pour maîtriser la circulation des armes légères et de petit calibre, réglementer leur commerce et faire progresser le cadre normatif y relatif, conformément à la résolution [71/48](https://undocs.org/fr/A/RES/71/48) de l’Assemblée générale sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects ; présenter le calendrier prévu pour la ratification de la Loi portant prévention, contrôle et réduction des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions, adoptée par le Sénat le 3 décembre 2013, de la Convention de l’Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage, signée en 2010, et du Traité sur le commerce des armes ; expliquer de quelle manière les organisations de femmes sont invitées à prendre part à la prise de décisions et aux efforts de planification et de mise en œuvre relatifs aux mesures de contrôle des armes légères et de petit calibre.

1. En novembre 2018, l’Assemblée Nationale a adopté la loi autorisant la ratification de la Convention de l’Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et des petits calibres dite Convention de Kinshasa.
2. En mars 2018, la RDC a adopté le Plan d’Action National sur les armes légères et de petit calibre 2017-2021.
3. En 2015 et 2016, le Gouvernement en collaboration avec la MONUSCO ont procédé aux désarmements des groupes armés.
4. En janvier 2019, le processus de récupération des armes légères s’est poursuivi à l’exemple de désarmement des miliciens Kamwena Nsampu au Kasaï et des éléments de FRP (forces de résistance populaire de l’Ituri).

 Traite et exploitation de la prostitution

 Paragraphe 14 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Indiquer l’état d’avancement du projet de loi relatif à la lutte contre la traite des êtres humains et fournir des informations sur l’ampleur de la traite des êtres humains et de l’exploitation de la prostitution des femmes et des filles en présentant les tendances et caractéristiques de ces phénomènes, ainsi que des données sur le nombre d’enquêtes menées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de peines infligées aux auteurs ; décrire les services de protection disponibles et les réparations accordées aux victimes et fournir des informations sur les services sociaux et les programmes mis en place pour aider les femmes qui souhaitent abandonner la prostitution, ainsi que sur les mesures prises pour réduire la demande de prostitution.

1. S’agissant du projet de loi relatif à la lutte contre la traite des êtres humains, le Gouvernement envisage de déposer à nouveau ledit projet pour son adoption au Parlement, étant donné qu’une nouvelle législature vient d’être entamée à la suite des élections du 30 décembre 2018.

 Participation à la vie publique et politique

 Paragraphe 15 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Indiquer si l’État partie compte modifier la loi sur l’organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, en particulier son article 13 3), afin de rendre obligatoire la parité des sexes sur les listes électorales des partis politiques, et expliquer, le cas échéant, comment cette obligation sera mise en œuvre ; Indiquer comment l’État partie s’acquitte des obligations que lui impose l’article 4 de la Convention, qui dispose que les mesures temporaires spéciales visant à accélérer l’instauration d’une égalité de fait entre les femmes et les hommes ne sont pas considérées comme une discrimination, à la lumière de la décision de la Cour constitutionnelle du 24 janvier 2014 concluant que les quotas pour la représentation des femmes dans les domaines politique et administratif sont inconstitutionnels ; fournir des informations sur l’application de l’article 3 5) de la Loi no 08/005 du 10 juin 2008 sur le financement des partis politiques, qui établit les conditions de l’accès au financement public pour les partis qui veillent à la parité lors de l’établissement de leurs listes électorales.

1. La modification de la loi électorale n’est pas actuellement à l’ordre du jour.
2. La RDC s’acquitte de l’obligation imposée par l’article 4 de la Convention en exigeant la parité, telle que prévue par la Constitution.

 Paragraphe 16 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Répondre aux accusations de détention arbitraire et de torture, notamment de torture sexuelle, de femmes par des agents étatiques, y compris, mais sans s’y limiter, de femmes prises pour cible en raison de leur participation ou de la participation d’autres personnes à des activités de militantisme politique ou de défense des droits de l’homme, et indiquer si ces accusations font actuellement l’objet d’enquêtes ; donner des informations sur les détentions prolongées et inexpliquées et détailler toute procédure ou directive relative à l’internement administratif, aux arrestations ou à l’emprisonnement et indiquer s’il existe des mesures de compensation ou de réparation pour détention abusive ; expliquer comment l’État partie entend veiller à ce que le projet de loi visant à protéger les défenseurs des droits de l’homme, actuellement en suspens au Parlement, soit tout à fait conforme aux normes et critères régionaux et internationaux concernés, dont la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l’homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

1. Le Gouvernement n’est pas au courant des accusations de détention arbitraire et de torture telles que reprises dans ce document. Néanmoins, pour ce qui est de la lutte contre les violences sexuelles, il sied de signaler qu’en RDC, les cas de violences sexuelles commis et portés à la connaissance des autorités judiciaires font l’objet d’enquêtes et de poursuites judiciaires et des décisions de condamnation sont rendues par les juridictions compétentes.
2. Les efforts sont en cours pour harmoniser son contenu en rapport avec les normes et critères régionaux et internationaux concernés, dont la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l’homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

 Éducation

 Paragraphe 17 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Fournir des informations sur l’indice de parité des sexes dans l’enseignement secondaire et l’enseignement postsecondaire, ainsi que sur les niveaux d’études des filles et des garçons ; décrire les mesures prises pour améliorer l’accès des femmes et des filles à l’enseignement secondaire et à l’enseignement postsecondaire, et pour lutter contre la discrimination liée à la grossesse et à la violence fondée sur le genre, en particulier la violence sexuelle, dont sont victimes les élèves dans les milieux éducatifs ; fournir des informations à jour et ventilées par sexe sur les dépenses consacrées par l’État partie à l’éducation au cours des années précédentes ; décrire les actions entreprises pour mettre en place des mécanismes de signalement des cas d’exploitation sexuelle dans les écoles, ainsi que les initiatives de sensibilisation du public aux droits des filles à l’école.

 Indice de parité :

1. L’enseignement secondaire (année scolaire 2013-2014) : 0,6.
2. L’enseignement Supérieur et Universitaire (année académique 2014-2015) : 0,49.
3. S’agissant des mesures prises pour améliorer l’accès des femmes et des filles à l’enseignement secondaire et à l’enseignement postsecondaire, et pour lutter contre la discrimination liée à la grossesse et à la violence fondée sur le genre le Gouvernement se réfère aux réponses fournies dans son rapport [CEDAW/C/COD/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/8) paragraphes 7 et 25.

 Emploi

 Paragraphe 18 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Détailler les mesures prises pour faciliter l’accès des femmes à l’emploi et au crédit, leur donner davantage de possibilités de trouver un emploi dans le secteur structuré de l’économie et éliminer l’écart de rémunération entre les genres dans les secteurs public et privé ; décrire les moyens mis en place pour garantir ou faciliter l’accès des femmes, en particulier celles qui travaillent dans le secteur non structuré de l’économie, à une protection juridique et à une sécurité sociale ; expliquer comment l’État partie entend assurer et contrôler l’application de l’article 28 du Code minier sur l’interdiction du commerce ou de l’exploitation des produits miniers issus d’un site sur lequel une violation des droits de l’homme, y compris des droits des femmes, a été constatée par une autorité compétente.

1. La question de l’accès des femmes à l’emploi a été prise en compte dans la politique nationale de l’emploi et de la formation professionnelle dont l’un des axes stratégiques vise à promouvoir l’emploi des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables afin de promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable pour tous d’ici à 2030.
2. Le Gouvernement est en train de mettre en place une commission de réforme de la sécurité sociale visant à prendre en compte les travailleurs du secteur informel, et libéraliser ce secteur aux privés qui offrent plus d’opportunités pour une couverture universelle.

 Santé

 Paragraphe 19 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Indiquer les mesures prises pour mettre en œuvre le Protocole à la Charte africaine des droits de l’homme et des peuples sur les droits des femmes ; détailler les mesures prises pour dépénaliser l’avortement, dont le taux est estimé à 30 % et qui est l’une des principales causes de mortalité maternelle ; fournir des informations sur les effets du Programme national de santé de reproduction sur la santé des femmes et des filles.

1. Les informations fournies dans le 8e rapport sont également valable pour le Protocole à la Charte africaine des droits de l’homme et des peuples sur les droits des femmes en Afrique.
2. S’agissant en particulier de la dépénalisation de l’avortement, cette question n’est pas encore à l’ordre du jour.

 Femmes rurales

 Paragraphe 20 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Indiquer les mesures prises par l’État partie pour allouer des fonds suffisants aux initiatives visant à promouvoir l’accès des femmes à la terre et à l’héritage, et à assurer la protection juridique globale des droits économiques des femmes, comme la réforme du droit successoral et la formation des chefs locaux et des personnes qui distribuent les terres à l’importance des droits fonciers pour les femmes ; expliquer dans quelle mesure la prise en compte des besoins propres à chacun des sexes dans tous les programmes de développement ceci a permis de faire baisser les niveaux de pauvreté chez les femmes ; indiquer ce qui a été fait pour améliorer l’accès des femmes vivant dans les zones rurales aux prestations sociales, aux services de santé, à l’éducation, à l’électricité et aux activités génératrices de revenus, en ce compris l’accès aux marchés.

1. Toutes les préoccupations en rapport avec les femmes rurales relèvent de la mise en œuvre des programmes de développement rural à l’exemple du Programme gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles.
2. S’agissant en particulier du droit successoral, il y a lieu de noter que sur le plan juridique, il y a égalité entre les hommes et les femmes mais, l’évolution des mentalités demeure un défi.

 Paragraphe 21 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Préciser quelles communautés disposent de programmes spécifiques pour l’égalité des sexes sur la foresterie communautaire.

1. Ces programmes s’exécutent à travers l’ensemble de la République.

 Mariage et rapports familiaux

 Paragraphe 22 de la liste de points – [CEDAW/C/COD/Q/8](https://undocs.org/fr/CEDAW/C/COD/Q/8)
Le Comité prend note de la Loi no 016/008 du 15 juillet 2016, modifiant et complétant la Loi no 010 du 1er août 1987 portant Code de la famille, qui interdit la polygamie et le mariage précoce. Il prend également note du Plan d’action visant à mettre fin au mariage d’enfants (par. 57). Veuillez indiquer si cette initiative a permis de réduire le nombre de mariages d’enfants. Veuillez indiquer les mesures prises actuellement par l’État partie pour sensibiliser les chefs traditionnels à l’importance de l’élimination de pratiques discriminatoires telles que le mariage précoce, la polygamie et le lévirat.

1. Le plan d’action national pour mettre fin au mariage d’enfants adopté le 16 juin 2017 n’est pas encore mis en œuvre. Le Gouvernement, avec l’appui de l’UNICEF sont actuellement dans la phase de le traduire en plans opérationnels susceptibles d’être appliqués au niveau de chaque province, en l’adaptant aux réalités locales. En tout état de cause, sa mise en œuvre nécessite la mobilisation des ressources financières conséquentes.
2. Les Chefs traditionnels sont toujours associés dans les activités de sensibilisations sur les droits des femmes, à l’exemple des activités de vulgarisation du code de la famille révisé le 15 juillet 2016. Les Chefs traditionnels invités à ces activités relayent le message auprès de leurs paires.
1. Mission de veille judiciaire en RDC de 2014-2015. [↑](#footnote-ref-1)